

Initiatives ministérielles

Dans les journaux d'hier, on disait, par exemple, que selon une étude effectuée au Canada, sept Canadiens sur dix refusaient non seulement d'accorder leur confiance au premier ministre, mais affirmaient également qu'ils ne lui feraient jamais plus confiance. Cela vous montre à quel point il est digne de loi.

Lorsqu'on examine le budget fédéral, comment peut-on mesurer si les Canadiens donnent une bonne note au gouvernement ou s'ils ont une certaine confiance en lui? Les chômeurs notamment sont en mesure de juger. Si le mardi 25 février, à 16 h 30, ils ont écouté l'exposé budgétaire du ministre, ont-ils eu le sentiment que ce budget allait leur permettre de retrouver un emploi? Manifestement, la réponse est non, car il ne renfermait aucune mesure tendant à stimuler l'économie, si ce n'est la possibilité d'utiliser les contributions à un régime enregistré d'épargne-retraite pour acheter une maison. À part cela, il n'y avait aucun stimulant, aucun programme, aucun effort concerté ni aucun signe que le gouvernement est conscient du fait que 1,5 million de nos concitoyens demeurent sans emploi. Manifestement, les gens avaient au moins l'espoir naïf, s'ils étaient au chômage, que d'une façon ou d'une autre, le ministre des Finances allait leur donner une raison d'espérer en leur avenir et en celui de l'économie en général. Ce n'est pas ce qui s'est passé et tout cela de la part d'un gouvernement qui a promis des emplois, toujours des emplois et encore des emplois et qui a déclaré que l'Accord de libre-échange allait assurer la prospérité du Canada.

Vous rappelez-vous des lettres envoyées durant la campagne de 1988 par des présidents-directeurs généraux de tout le pays qui avertissaient les travailleurs que, si le Canada ne signait pas cette entente, leur travail allait être menacé? Ce sont, en fait, les mêmes emplois qui sont maintenant menacés et supprimés.

Où sont donc passés les programmes de transition promis? Rappelez-vous de la campagne qui a porté là-dessus. Le premier ministre a déclaré à l'époque à notre chef du moment qu'il allait mettre en oeuvre les meilleurs programmes de transition jamais vus dans le monde occidental.

M. Mac Harb (Ottawa-Centre): Où sont-ils?

• (1710)

M. Marchi: Mon collègue d'Ottawa-Centre demande où ils sont. Les Canadiens posent la même question.

On ne peut jouer sur deux tableaux. On ne peut pousser le pays dans un accord de libre-échange qui

désavantage nos secteurs et notre population tout en refusant de mettre en oeuvre des programmes réalistes de transition. Cela veut dire qu'on s'intéresse peu aux Canadiens, monsieur le Président. Cela veut dire qu'on refuse de prendre de cet argent, des 30 milliards de dollars qu'on verse chaque année aux chômeurs et assistés sociaux du Canada. Nous disons aux Canadiens que nous allons leur remettre en moyenne 12 000 \$ chacun en prestations d'assurance-chômage et, quand ils ont épuisé ces prestations et qu'ils s'adressent encore au gouvernement, ce dernier leur répond: «Maintenant, nous pouvons encore vous accorder un montant annuel de 14 000 \$; demandez l'aide sociale.»

Ce montant de 30 milliards de dollars par année représente-t-il un bon investissement dans la dignité humaine et dans la productivité? Accepterons-nous que ce gouvernement se cache continuellement derrière ce qu'il appelle «la dette»? Personne n'est irresponsable à la Chambre. Nous voulons tous acquitter nos factures. Or, nous avons tous des dettes. Personnellement, j'ai une dette. Cette dette s'appelle une hypothèque, de sorte que ma maison appartient plus à ma banque qu'à moi-même. Cela ne m'empêche pas d'engager d'autres types de dépenses, que ce soit pour satisfaire des besoins ou pour maintenir un train de vie.

De la même façon, même si le gouvernement est engagé à gérer cette dette, il doit aussi établir un équilibre entre les besoins des Canadiens qui n'ont pas d'emploi et qui ne vivent pas dans la dignité, et une dépense de 30 milliards de dollars. Il aurait été avantageux d'utiliser une partie de ce montant de 30 milliards de dollars pour redonner du travail à des Canadiens. Or, dès qu'on dit cela, on se fait accuser d'être irresponsable, profiteur et dépensier, alors qu'en fait, en redonnant du travail à des Canadiens, on leur rendrait leur dignité légitime. Ils travailleraient. Ils seraient productifs. Ils paieraient des impôts. Ils toucheraient un revenu hebdomadaire qui remplacerait leurs prestations d'aide sociale ou de chômage. Ils pourraient ainsi acheter quelques produits, ce qui favoriserait peut-être la relance de l'économie. Le cycle se briserait, de sorte qu'on pourrait réduire ce paiement annuel de 30 milliards de dollars qui permet aux gens de rester à la maison et de regarder des téléromans. C'est une des façons de mesurer ce budget.

Un député de l'autre côté a dit: «Pourquoi ne pas faire confiance au gouvernement?» De toute évidence, deux semaines après la présentation du budget fédéral, les chômeurs canadiens disent qu'ils ne lui font toujours pas confiance.